

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 4 juin 2025

Nos réf. : SAU/OS/MI n° 25 - 306

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COVED ENVIRONNEMENT**

3, rue des Prés de Lyon  
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701952

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 avril 2025 dans l'établissement COVED ENVIRONNEMENT implanté 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un démantèlement de pales d'éoliennes a été réalisé par la société G Consult, pour le compte de la société SEEOM, exploitant du parc éolien situé sur la commune d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN, sans autorisation réglementaire.

Le 11 avril 2025, une inspection inopinée a été menée sur le site éolien. Elle a permis d'identifier la présence de déchets issus de ce démantèlement, ainsi que plusieurs entreprises impliquées dans leur gestion, dont G Consult, COVED et VALAUBIA.

Un bon de déchets a été signé entre G Consult, COVED et VALAUBIA, indiquant que les déchets devaient être pris en charge par COVED, avant d'être transférés pour traitement chez VALAUBIA.

Le 29 avril 2025, VALAUBIA a informé ne pas avoir réceptionné les déchets concernés, représentant un total de 56 tonnes réparties en 14 bennes.

Dans ce contexte, une inspection a été menée sur le site de COVED afin d'examiner les conditions dans lesquelles les déchets issus du démantèlement ont été pris en charge.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED ENVIRONNEMENT
- 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection de l'environnement	Code de l'environnement du 25/08/2011, article L511-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déchets issus du démantèlement de pales d'éoliennes, initialement prévus pour être traités sur le site de VALAUBIA, sont en réalité toujours stockés chez COVED, dans deux casiers.

Bien qu'un bon de déchets ait été signé entre G Consulting, COVED et VALAUBIA, ce transfert n'a jamais eu lieu.

L'inspection a constaté une incohérence entre les documents et la situation sur le terrain, ainsi qu'un manque de coordination entre les différents acteurs.

Les déchets, représentant 56 tonnes, restent sans solution de traitement clairement actée à ce jour.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Protection de l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2011, article L511-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>Les dispositions du présent titre sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles L. 100-2 et L. 311-1 du code minier.</p>

**Constats :**

Lors de la visite du 29 avril 2025, l'inspection a constaté la présence, sur le site de COVED, de déchets issus du démantèlement de pales d'éoliennes, stockés dans deux casiers.

Ces déchets ont été identifiés comme des morceaux de pales composites.

Ils étaient toujours sur site alors que, selon le bon de déchets signé entre G Consult, COVED et VALAUBIA, ils étaient censés avoir été transférés pour traitement chez VALAUBIA.

Par courriel en date du 29 avril 2025, VALAUBIA a indiqué ne jamais avoir réceptionné ces déchets. COVED a expliqué avoir réalisé, à leur arrivée, un test de grappinage destiné à vérifier leur compatibilité avec les exigences techniques du site de traitement.

Ce test s'est révélé non concluant, entraînant le refus de réception de la part de VALAUBIA.

L'exploitant a précisé envisager un transfert vers le site de TORVILLIERS pour procéder à un cisaillement, préalable nécessaire à leur prise en charge ultérieure dans une filière de traitement adaptée.

Les déchets sont actuellement entreposés sur un site autorisé pour le traitement de déchets.

Au vu des éléments observés lors de la visite, aucun risque particulier pour la sécurité ou l'environnement n'a été identifié à ce stade.

Une incohérence a été relevée entre les documents produits (bordereau de suivi de déchets) et la situation constatée sur le terrain. Le document mentionne un transfert vers VALAUBIA qui n'a en réalité jamais eu lieu, sans qu'aucune correction ni suivi n'ait été effectué. De plus, le code déchet indiqué sur le bordereau ne correspondait pas à la nature réelle du déchet concerné.

Ce défaut de communication entre les différents intervenants affecte la traçabilité du déchet, sans pour autant remettre en cause, à ce stade, la conformité globale du site au regard des objectifs de l'article L511-1 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite